



Numéro PPQ/6918

jeudi 4 septembre 2014

Les grands titres:

- UNICEF : de nouvelles données montrent la prévalence de la violence envers les enfants
- L'OMS appelle à des efforts concertés pour prévenir le suicide dans le monde
- Ebola : l'OMS réunit des experts sur les traitements et vaccins potentiels
- Libye : l'ONU dénonce de graves violations des droits de l'homme à Tripoli et Benghazi
- Afghanistan : l'audit des résultats de l'élection bientôt achevé, selon l'ONU
- L'UNESCO déplore la mort d'un photjournaliste russe dans l'Est de l'Ukraine
- Etats insulaires : l'ONU se félicite du grand nombre de partenariats conclus à la conférence de Samoa
- Iraq : la FAO renforce la lutte contre l'insécurité alimentaire des ménages ruraux vulnérables
- A Samoa, l'OMT encourage l'utilisation des énergies renouvelables par le tourisme insulaire

UNICEF : de nouvelles données montrent la prévalence de la violence envers les enfants



4 septembre - Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a publié jeudi de nouvelles données révélant l'ampleur des sévices physiques, sexuels et psychologiques que subissent les enfants à travers le monde et mettant en évidence les attitudes qui perpétuent et justifient cette violence.

« Ce sont des données qui mettent mal à l'aise : aucun gouvernement ou parent ne voudra les voir », a affirmé le Directeur exécutif de l'UNICEF, Anthony Lake. « Mais si nous n'affrontons pas la réalité que représentent chacune de ces statistiques révoltantes – c'est à dire la vie d'un enfant dont le droit à une enfance sûre et protégée a été violé – nous n'abandonnerons jamais cette mentalité selon laquelle la violence contre les enfants est normale et tolérable. »

Intitulé 'Cachée sous nos yeux', ce rapport de l'UNICEF s'appuie sur les données provenant de 190 pays, apportant des informations sur les violences dans des lieux où les enfants devraient se trouver en sécurité : leurs communautés, leurs écoles et leurs foyers.

Il fournit des détails sur les effets durables et souvent intergénérationnels de la violence et montre que les enfants qui y sont exposés ont davantage tendance à devenir chômeurs, à vivre dans la pauvreté et à se comporter de façon violente envers les autres.

Les auteurs font valoir que les données proviennent seulement de personnes qui ont accepté de faire connaître leur opinion et qu'elles représentent par conséquent une estimation minimale du problème.

S'agissant de violence sexuelle, le rapport note ainsi que dans le monde, environ 120 millions de filles de moins de 20 ans (environ 1 sur 10) ont subi des rapports sexuels forcés ou d'autres actes sexuels forcés et une sur trois des adolescentes mariées âgées de 15 à 19 ans (84 millions) ont été victimes de violences émotionnelles, physiques ou sexuelles perpétrées par leurs maris ou partenaires. La prévalence de la violence entre partenaires est de 70% ou plus en République démocratique du Congo et en Guinée équatoriale et s'approche ou dépasse 50% en Ouganda, en Tanzanie et au Zimbabwe.



Le rapport note également qu'un cinquième des victimes d'homicides dans le monde sont des enfants et des adolescents de moins de vingt ans, ce qui s'est traduit par environ 95.000 décès en 2012. Les homicides sont les principales causes de décès chez les garçons et adolescents âgés de 10 à 19 ans au Panama, au Venezuela, en El Salvador, à Trinité-et-Tobago, au Brésil, au Guatemala et en Colombie.

S'agissant des attitudes face à la violence, le rapport constate que près de la moitié des adolescentes âgées de 15 à 19 ans (environ 126 millions) pensent qu'un mari est en droit de battre sa femme dans certaines circonstances. Cette proportion passe à 80% en Afghanistan, en Guinée, en Jordanie, au Mali et au Timor-Leste.

L'UNICEF présente six stratégies pour permettre à la société dans son ensemble - des familles aux gouvernements - de prévenir et de réduire la violence contre les enfants. Elles consistent entre autres à aider les parents ; à enseigner aux enfants des aptitudes à la vie quotidienne ; à changer les mentalités ; à renforcer les systèmes judiciaires, pénaux et sociaux ; et à collecter des éléments de preuve concernant la violence et ses coûts humains et socio-économiques, ainsi qu'à sensibiliser le public, afin de changer les mentalités et les normes sociales.

« La violence envers les enfants n'est pas inévitable. On peut la prévenir si nous refusons qu'elle reste dans l'ombre. Les faits contenus dans ce rapport nous obligent à agir, dans l'intérêt de chacun de ces enfants et pour renforcer les sociétés partout dans le monde », a dit M. Lake.

L'OMS appelle à des efforts concertés pour prévenir le suicide dans le monde



4 septembre - Dans un rapport publié jeudi, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a indiqué que toutes les 40 secondes, une personne se suicide quelque part dans le monde, soit 800.000 personnes, et bien plus tentent de mettre fin à leurs jours. Aucune région ni aucune tranche d'âge ne sont épargnées.

Le suicide touche toutefois particulièrement les jeunes de 15 à 29 ans, chez qui il constitue la deuxième cause de mortalité à l'échelle mondiale. Ce rapport, qui est le premier de l'OMS sur ce sujet, a pour objectif d'encourager les pays à développer ou renforcer leurs stratégies globales de prévention du suicide selon une approche multisectorielle de la santé publique.

L'empoisonnement avec des pesticides, les armes à feu et la pendaison sont parmi les méthodes de suicide les plus courantes. Des données recueillies en Australie, au Canada, au Japon, en Nouvelle-Zélande, en Europe et aux États-Unis montrent qu'en limitant l'accès aux moyens utilisés pour le suicide, il est possible de réduire le nombre. Un autre moyen efficace est la mise en place d'un plan d'action coordonné de prévention, une mesure prise par seulement 28 pays actuellement.

« Ce rapport est un appel à l'action pour répondre à ce problème de santé publique, qui est largement occulté depuis trop longtemps à cause de tabous », a expliqué la Directrice générale de l'OMS, Margaret Chan, dans un communiqué de presse.

Le suicide est un phénomène mondial qui peut toucher toutes les catégories de la population. Si les personnes âgées de plus de 70 ans sont les plus concernées, les jeunes se suicident plus souvent dans certains pays. Le suicide est la seconde cause de décès parmi les personnes âgées de 15 à 29 ans dans le monde.

En général les hommes sont plus concernés par le suicide que les femmes. Dans les pays les plus riches, trois fois plus d'hommes que de femmes se suicident. Les hommes âgés de plus de 50 ans sont particulièrement vulnérables affirme le rapport. Dans les pays en développement, les jeunes adultes et les femmes âgées sont les plus concernés.

« Quelle que soit la situation actuelle dans le domaine de la prévention du suicide dans un pays donné, des mesures efficaces peuvent être prises, même à petite échelle au niveau local », a expliqué le docteur Alexandra Fleischmann, du département de la santé mentale de l'OMS.

L'OMS recommande notamment aux pays d'inclure un grand nombre de services gouvernementaux dans l'élaboration d'une action de prévention coordonnée, avec une implication des secteurs de la santé, de l'éducation, de l'emploi, des services

sociaux et de la justice.

Ebola : l'OMS réunit des experts sur les traitements et vaccins potentiels



4 septembre - L'Organisation mondiale de la santé (OMS) réunit jeudi et vendredi à Genève des experts et des personnes oeuvrant à endiguer la maladie à virus Ebola en Afrique de l'Ouest pour discuter des traitements et vaccins potentiels contre ce virus.

« La flambée actuelle de virus Ebola en Afrique de l'Ouest est sans précédent par son ampleur et sa complexité et par la charge qu'elle impose aux systèmes de santé. Il existe une demande et un intérêt forts de la part du public pour toute solution qui offrirait l'espoir d'un traitement définitif », souligne l'OMS dans un communiqué de presse.

Toute une gamme d'interventions n'ayant pas fait leurs preuves (produits sanguins, thérapies immunitaires médicaments et vaccins) sont en cours de développement à des stades divers, mais aucun d'eux n'a encore été homologué pour un usage standard.

Au début du mois d'août, un groupe d'experts convoqué par l'OMS a conclu que, dans les circonstances particulières de cette flambée et sous réserve que certaines conditions soient remplies, il était conforme à l'éthique de proposer de telles interventions n'ayant pas encore fait leurs preuves en tant que traitements ou prophylaxies potentiels de l'infection.

La réunion de jeudi et vendredi rassemble des experts travaillant dans le champ des interventions contre le virus Ebola ainsi que des personnes œuvrant à endiguer la maladie, dont des décideurs politiques provenant de pays touchés, des spécialistes de l'éthique, des cliniciens, des chercheurs, des personnes participant à l'élaboration de la réglementation et des représentants des patients.

Au 31 août 2014, le nombre de cas d'Ebola en Afrique de l'Ouest s'élevait à 3407 et le nombre de décès à 1848. La majorité des cas et des décès ont été signalés dans trois pays : la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone. Le Nigéria compte 21 cas et 7 décès. Et le Sénégal a désormais un cas confirmé d'Ebola.

Libye : l'ONU dénonce de graves violations des droits de l'homme à Tripoli et Benghazi



La ville de Benghazi en Libye. Photo: MANUL/Iason Athanasiadis

4 septembre - De graves violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire sont commises dans les villes libyennes de Tripoli et de Benghazi avec des conséquences désastreuses pour les civils et les infrastructures civiles, selon un nouveau rapport de l'ONU publié jeudi.

Ce rapport conjoint de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) et du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) détaille un certain nombre d'abus, notamment les bombardements aveugles contre des biens civils, le bombardement d'hôpitaux, les enlèvements de civils, l'utilisation de la torture et les assassinats.

Selon ce rapport, les combattants semblent ne pas tenir compte de l'impact probable de leur action sur les civils, ne pas avoir une formation adéquate et manquer de discipline. En outre, l'utilisation d'armes et de munitions mal entretenues et défectueuses augmente l'inexactitude des tirs.

Entre la mi-mai et la fin août, soit la période couverte par le rapport, des dizaines de civils auraient été enlevés à Tripoli et Benghazi uniquement en raison de leur appartenance tribale, familiale ou religieuse, réelle ou supposée, et restent portés disparus. Ces enlèvements peuvent constituer des disparitions forcées si les parties au conflit ne disent où ces personnes se trouvent, affirme le rapport.

« La protection des civils doit être une priorité », déclare le rapport. « Tous les groupes armés doivent se conformer aux

principes de distinction, de proportionnalité et de précautions lorsqu'ils attaquent. »

« Tous les groupes armés doivent s'abstenir de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, en particulier de tout acte pouvant constituer un crime de guerre, notamment les bombardements aveugles, les disparitions forcées, les assassinats, les enlèvements, la torture et autres mauvais traitements, et la destruction de biens. »

Le rapport exhorte tous les groupes armés à libérer ou à remettre au système judiciaire les personnes qu'ils détiennent. Il souligne également que le manque de respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire par l'une des parties ne dispense pas les autres parties de leurs obligations de se conformer à ces normes.

« Tous les groupes armés doivent retirer du service actif et remettre à la justice leurs membres soupçonnés d'avoir commis des abus », avertit le rapport. « Les dirigeants politiques ou militaires peuvent être tenus pénalement responsables non seulement s'ils ordonnent des crimes, mais aussi s'ils sont en mesure de les empêcher et ne le font pas. »

La MANUL estime également qu'au moins 100.000 Libyens ont été déplacés par les combats et que 150.000 autres personnes, dont de nombreux travailleurs migrants, ont quitté le pays. « Les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile sont particulièrement exposés dans le contexte actuel et éprouvent des difficultés à franchir les frontières », note le rapport.

Le rapport note également le harcèlement répété et les attaques contre les journalistes par toutes les parties au conflit, y compris les restrictions de mouvement, la confiscation d'équipements, les enlèvements et les assassinats.

Les combats ont aussi gravement affecté l'administration de la justice. Les tribunaux de Tripoli et de Benghazi ont cessé de fonctionner efficacement à cause de ces combats.

La polarisation politique de plus en plus profonde, les combats et le risque de représailles par des groupes armés créent un climat de peur dans lequel les gens sont réticents à parler de certaines violations et abus. Ils ont également conduit de nombreux militants, en particulier des femmes militantes, à quitter le pays.

La MANUL et le HCDH ont appelé toutes les parties au conflit « à cesser les hostilités et à s'engager dans un dialogue politique inclusif pour construire un Etat fondé sur le respect des droits de l'homme, la démocratie et la primauté du droit. »

Afghanistan : l'audit des résultats de l'élection bientôt achevé, selon l'ONU



4 septembre - Dans un message à l'adresse des participants d'une réunion de l'OTAN consacrée à l'Afghanistan, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a affirmé jeudi que la vérification des résultats du second tour de l'élection présidentielle du 14 juin devrait s'achever dans quelques jours.

« L'audit électoral, commencé à la demande des deux candidats, devrait être conclu dans les jours à venir. L'audit a été sans précédent, qu'il s'agisse de son ampleur, de son caractère minutieux, et du niveau de surveillance », a dit M. Ban dans un message lu par le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires politiques, Jeffrey Feltman, lors de cette réunion dans le cadre d'un sommet de l'OTAN à Newport, au Royaume-Uni.

La semaine dernière, la Mission des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) avait déclaré qu'elle renforçait son soutien aux autorités électorales afghanes afin d'assurer une finalisation rapide de la vérification des résultats du second tour.

« Je salue le soutien apporté à ce processus par la communauté internationale, notamment les observateurs », a dit Ban Ki-moon.

La composante politique de ce processus « est la formation d'un gouvernement d'union nationale. Avec l'audit électoral, le respect de ces engagements par les candidats peut ouvrir la voie à une transition politique conforme à la volonté de la communauté afghane », a-t-il ajouté.

Le Secrétaire général a estimé que l'impact de l'incertitude actuelle ne pouvait pas être nié.

« L'économie afghane va mal. Davantage de civils ont été tués et blessés au cours de la première moitié de cette année que lors de la même période l'an dernier, une tendance inquiétante qui nécessite une vigilance permanente de la communauté internationale », a-t-il dit. « Une transition politique avec un résultat accepté par les candidats et les électeurs est essentielle pour que les nouveaux dirigeants aient un mandat leur permettant de s'attaquer aux défis que connaît le pays. »

L'UNESCO déplore la mort d'un photjournaliste russe dans l'Est de l'Ukraine



La Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova. Photo: ONU/Amanda Voisard

4 septembre - La Directrice-générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova, a exprimé jeudi sa consternation suite à la mort du journaliste russe Andreï Stenine, dont le corps, retrouvé fin août dans la région de Donetsk, vient d'être identifié.

« Je déplore la mort d'Andreï Stenine, qui a perdu la vie alors qu'il exerçait son métier de journaliste », a déclaré Mme Bokova, dans un communiqué de presse.

« J'appelle toutes les parties à reconnaître le statut civil des journalistes afin qu'ils puissent travailler dans des conditions de sécurité satisfaisantes. Il est essentiel qu'une enquête approfondie sur les circonstances de cette mort soit menée et que ses responsables soient traduits en justice », a-t-elle ajouté.

M. Stenine, disparu depuis le 5 août 2014, a été tué par un tir de mortier qui a touché le convoi composé de dix véhicules transportant des civils dans lequel il se trouvait, près de Donetsk.

Photographe de guerre expérimenté, il couvrait la crise en Ukraine depuis la mi-mai pour l'agence d'information russe Rossiya Segodnya. Son corps a pu être identifié grâce à l'analyse génétique effectuée sur les différents corps retrouvés fin août à Donetsk.

Etats insulaires : l'ONU se félicite du grand nombre de partenariats conclus à la conférence de Samoa



4 septembre - Lors de son discours de clôture de la Conférence sur les petits États insulaires en développement, le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires économiques et sociales, Wu Hongbo, qui préside cette conférence, s'est félicité que près de 300 partenariats aient été conclus entre gouvernements, entreprises et organisations de la société civile pour des projets de développement dans les îles d'une valeur de plus de 1,9 milliard de dollars.

Les partenariats ont été conclus avant et durant la conférence qui a eu lieu au Samoa et ils ont pour objectif de renforcer les capacités des petits États insulaires dans le domaine du développement durable.

« Ces partenariats auront sans doute un impact. Plusieurs des initiatives annoncées prévoient de bénéficier de la situation unique des petits États insulaires en développement comme une opportunité pour accélérer les réalisations en matière d'énergies renouvelables, de préparation aux catastrophes et de systèmes durables d'approvisionnement en nourriture, pour nommer quelques domaines », a indiqué M. Hongbo.

Les partenariats devront chercher des solutions à un grand nombre de problèmes dans les domaines de la résilience face aux catastrophes naturelles, des changements climatiques, de la protection de l'environnement, de l'accès aux énergies renouvelables et du développement social.

« Ces domaines sont des priorités pour les petits États insulaires en développement en raison de leurs circonstances particulières, de leur isolement et de leur grande vulnérabilité. Mais nous devons nous souvenir que certains de ces problèmes ont une résonance mondiale et que nous devons travailler ensemble pour assurer un avenir durable », a souligné M. Hongbo.

« Jamais auparavant nous n'avons réussi à réunir autant de partenaires pour un dialogue multilatéral à une conférence de l'ONU. Tous sont conscients que la réalisation du développement durable est un effort commun, et cette approche reflète cette réalité. C'est l'approche de l'avenir », a-t-il ajouté.

Des représentants de 115 pays ont participé à la troisième édition de la conférence, qui a également servi à préparer le Sommet sur le climat qui aura lieu plus tard ce mois-ci à New York, où plus de 100 chefs d'États et de gouvernements devraient annoncer des mesures pour lutter contre les changements climatiques.

Iraq : la FAO renforce la lutte contre l'insécurité alimentaire des ménages ruraux vulnérables



4 septembre - L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a annoncé jeudi qu'elle avait intensifié son assistance en matière d'alimentation et d'agriculture aux ménages ruraux extrêmement vulnérables en Iraq, qui ont été très affectés par la récente crise.

Ce renforcement a été rendu possible notamment grâce à une contribution de 14,7 millions de dollars par l'Arabie saoudite. Les fonds serviront essentiellement à répondre aux besoins de milliers de familles rurales dont les moyens d'existence dépendent des cultures céréalières et de l'élevage, et qui rencontrent actuellement d'énormes difficultés pour survivre.

« Les pertes d'actifs et d'opportunités de revenus confrontent un nombre croissant d'individus pauvres à une situation alarmante d'insécurité alimentaire », a déclaré le Représentant de la FAO en Iraq, Fadel El Zubi, dans un communiqué de presse.

« Les déplacements massifs de populations, l'inaccessibilité des terres agricoles, la perturbation des approvisionnements en carburant, des subventions de récolte et des chaînes alimentaires sont autant de facteurs qui compromettent les disponibilités et l'accès à la nourriture. La situation a de fortes probabilités de se dégrader davantage à mesure que la crise s'intensifie et que l'urgence devient de plus en plus complexe », a-t-il ajouté.

Le conflit a eu de graves retombées sur les récoltes de céréales dans les principales zones de production. Les gouvernorats de Ninive et Salah al-Din – qui assurent normalement environ un tiers des approvisionnements nationaux en blé et 40% de ceux en orge – sont particulièrement touchés.

La récolte réduite pourrait déclencher une chute des niveaux de l'offre alimentaire, une augmentation des besoins d'importation et une hausse des prix des aliments. La FAO s'efforce de venir en aide aux familles agricoles en leur offrant les moyens de conserver leurs moyens d'existence et d'affronter la crise.

La FAO s'apprête à distribuer aux agriculteurs des semences de blé et des engrais indispensables en vue de la campagne de semis prochaine d'octobre à novembre. Parallèlement, elle interviendra auprès des ménages ruraux touchés par les conflits pour renforcer leur résilience en les aidant à développer des activités de production de légumes et d'élevage de basse-cour.

L'agence onusienne formera également les ménages dirigés par des femmes et les familles pauvres à la transformation des aliments, en les impliquant dans des activités d'argent-contre-travail pour les aider à rebâtir leurs moyens d'existence, à créer des opportunités d'emploi et à améliorer leur accès à la nourriture.

Des aliments pour animaux seront également distribués afin d'aider les éleveurs à conserver leur cheptel et à poursuivre leurs activités productives. Des fournitures et services vétérinaires seront dispensés pour protéger les troupeaux des maladies animales transfrontières, qui constituent déjà une menace pour les animaux et un danger pour la santé publique, en particulier parmi les populations déplacées.

De son côté, le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) a repris ses distributions alimentaires à al-Anbar, le plus grand gouvernorat d'Iraq, pour la première fois depuis mai, 76.000 personnes devraient recevoir une aide alimentaire d'urgence.

Cette semaine, le PAM a distribué les premières rations de nourriture aux familles déplacées dans les villes de Ramadi et Heet, a précisé l'agence onusienne dans un communiqué de presse.

Avec ces premières livraisons, ce sont plus de 838.000 personnes au total qui sont aidées par le PAM en Iraq depuis mi-juin.

A Samoa, l'OMT encourage l'utilisation des énergies renouvelables par le tourisme insulaire



Le Secrétaire général de l'OMT, Taleb Rifai. Photo: OMT

4 septembre - A l'occasion de la troisième Conférence de l'ONU sur les petits États insulaires en développement (PEID) qui s'est tenue à Samoa, l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) a appelé à promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables par l'industrie touristique dans les îles.

Dans une déclaration publiée conjointement, l'OMT et l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) se sont engagées à doper les investissements dans des solutions énergétiques rentables et dans les énergies renouvelables aptes à réduire la dépendance des îles envers les combustibles fossiles qui rejettent du CO₂.

« Les PEID sont affligés de coûts énergétiques élevés en raison de leur dépendance d'importations de gazole coûteuses. Malgré leurs efforts dans le sens de l'efficacité énergétique, plus de 90% de leur consommation énergétique repose sur l'importation de combustible qui peut représenter jusqu'à 20% de leurs importations annuelles. De nombreuses îles souhaitent étendre l'utilisation des options que leur offrent les énergies renouvelables et réduire leur dépendance du pétrole », note la déclaration conjointe.

Selon l'OMT et l'IRENA, comme le tourisme représente généralement un de leurs grands piliers économiques, il est fondamental que l'industrie hôtelière investisse dans ces options pour que les PEID accomplissent leurs objectifs. L'utilisation d'énergies renouvelables pour la production d'eau chaude, la climatisation et la génération d'électricité peut réduire les frais d'exploitation de l'hôtellerie, oeuvrer en faveur de la durabilité et, ce faisant, rendre les hôtels plus attrayants pour les touristes.

Les deux organisations demandent par ailleurs aux hôtels de documenter les économies d'énergie et les réductions de coûts engrangées et de partager ces informations par le biais du Réseau insulaire mondial des énergies renouvelables (GREIN). Enfin, elles rappellent qu'il est fondamental d'investir davantage en efficacité énergétique et en énergie renouvelable pour que le tourisme devienne un secteur plus durable, concurrentiel et résistant dans le monde entier, et en particulier dans les îles.

Le Secrétaire général de l'OMT, Taleb Rifai, a rappelé que le tourisme était un secteur économique primaire pour de nombreux PEID et une force dominante de croissance socioéconomique solidaire.

« Cependant, le développement touristique durable des petites îles continue d'être confronté à de nombreux défis, notamment celui de leur forte dépendance des combustibles fossiles. La synergie entre le tourisme et les énergies renouvelables représente une force vigoureuse qui débouchera sur des solutions satisfaisantes pour tous et œuvrera au profit du développement durable des îles », a affirmé M. Rifai.

En 2013, 41 millions de touristes internationaux se sont rendus dans les PEID, y injectant 61 milliards de dollars en devises. Le tourisme représente plus de 20% du PIB de 16 des 48 PEID sur lesquels des données sont disponibles et 9% de l'ensemble des exportations de ces pays.